

Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation intérieure de deux résidences étudiantes du CROUS située à **ANGERS (49000)**

Cité universitaire Bourgonnier : 19 rue Lainé Laroche
Résidence universitaire la Madeleine : 21 rue Lainé Laroche

Marché n°26PAT03

Marché en procédure Adapté

(en application de l'article R2123-4 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant
partie réglementaire du Code de la commande publique.)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Nantes Pays de la Loire

2 bd Guy Mollet BP 52213

44322 NANTES cedex 3

Point de Contact : Service achats

Tel : 02.40.37.13.31

Courriel : immobilier@crous-nantes.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Nathalie BOURSIER, Directrice générale
du Crous de Nantes Pays de la Loire

Tél. : 02.40.37.13.30

Fax : 02.40.37.13.00

Site internet : <http://www.crous-nantes.fr>

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Principales activités : hébergement, restauration et aides financières aux étudiants.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Procédure choisie	4
1.3. Généralités sur le programme	4
1.4. Contenu des éléments des missions	4
1.5. Décomposition – option – variante - tranche	5
1.6. Enveloppe financière travaux.....	5
1.7. Durée du marché	5
1.8. Prolongation des délais	5
1.9. Titulaire du marché	5
1.10. Sous-traitance.....	5
1.11. Ordonnancement, Pilotage, et Coordination du Chantier	6
1.12. Contrôle technique	6
1.13. Sécurité et protection de la santé et des travailleurs	6
1.14. Visite de site virtuelle	6
1.15. Dispositions applicables en cas d'intervenants extérieurs	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET FORFAIT DE REMUNERATION	7
2.1. Pièces particulières.....	7
2.2. Forfait de rémunération.....	7
2.2.1. Missions DIAG et APS	7
2.2.2. Missions hors DIAG et APS	7
ARTICLE 3 : PRIX ET REGLEMENT DE COMPTES	8
3.1. Contenu des prix	8
3.2. Modalités de variation des prix	8
3.3. Modalités de règlement des comptes	8
3.4. Solde.....	9
3.5. Paiement des co-traitants	9
3.6. Paiement des sous-traitants	9
3.7. Application de la TVA.....	10
3.8. Délai global de paiement.....	10
3.9. Utilisation du service web EDIFLEX	10
ARTICLE 4 : AVANCE.....	10
4.1. Conditions de versement et de remboursement	10
4.2. Garanties financières de l'avance	10
ARTICLE 5 : DELAIS DETAILLE D'EXECUTION.....	11
5.1. Délais de présentations des livrables	11
5.2. Délais ayant trait à l'assistance pour la passation des contrats de travaux	11

5.3.	Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux	11
5.4.	Délais après réception des travaux	12
5.5.	Emission des ordres de service	12
5.6.	Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	12
5.6.1.	Vérification des projets de décomptes mensuels	12
5.6.2.	Vérification du projet de décompte final	12
5.7.	Instructions des mémoires en réclamation	13
5.8.	Arrêt de l'exécution des prestations	13
5.9.	Achèvement de la mission	13
5.10.	Délais d'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement	13
5.11.	Déclaration de sous-traitants	13
ARTICLE 6 : PENALITES		13
6.1.	Pénalités pour retard.....	13
6.2.	Pénalités en phase travaux	14
6.2.1.	Pénalités pour non-respect du délai d'établissement de la proposition de réception des travaux	14
6.2.2.	Pénalités pour l'exécution des missions PRO, ACT, DET, EXE et VISA.....	14
6.2.3.	Pénalité pendant la période de garantie de parfait achèvement	14
6.3.	Exonération et plafonnement des pénalités.....	14
ARTICLE 7 ASSURANCES.....		14
ARTICLE 8 RESILIATION		15
8.1.	Dispositions générales.....	15
8.2.	Résiliation pour inexactitude ou non production de documents	15
8.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
8.4.	A l'initiative du Maître d'ouvrage	15
ARTICLE 9 DISPOSITIF DE VIGILANCE		15
ARTICLE 10 CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES		16
10.1.	Confidentialité et mesures de sécurité	16
10.2.	Traitement des données à caractère personnel.....	16
ARTICLE 11 DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE		16
ARTICLE 12 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		16
ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS		17
12.1.	Règlement amiable des litiges.....	17
12.2.	Juridiction compétente	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), concernent une prestation intellectuelle de Maitrise d'œuvre pour la réhabilitation intérieure des résidences Bourgonnier et madeleine située à ANGERS.

Code NUTS : FR512 (Maine et Loire)

NOM ET ADRESSE DES 2 SITES
Cité universitaire Bourgonnier : 19 rue Lainé Laroche ANGERS
Résidence universitaire la Madeleine : 21 rue Lainé Laroche ANGERS

1.2. Procédure choisie

La procédure est un marché à procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R2123-4 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

1.3. Généralités sur le programme

Les principaux objectifs de la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation intérieure des 2 résidences sont :

- Redéfinir des nouveaux espaces communs conviviaux,
- Accompagner la modification des cuisines collectives de Bourgonnier,
- Embellir les parties communes,
- Rénover les logements des étudiants,
- Mettre aux normes le SSI et les installations électriques.

1.4. Contenu des éléments des missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à :

- La loi n°85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'arrêté du 21 Décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

DIAG	- Diagnostics
APS	- Avant-projet sommaire
APD	- Avant-projet définitif
PRO	- Projet
ACT	- Assistance au maître d'ouvrage pour passation des contrats de travaux (DCE-AMT)
VISA	- Examen de conformité
EXE/SYNT	- Etudes d'exécutions et de synthèses (fluides – structure)
Quantitatif	- Quantitatifs pour tous les lots : structures, techniques et architecturaux
DET	- Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	- Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement.

Le détail du contenu de ces missions est fixé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). En cas d'absence de clauses particulières, il sera fait application des textes qui figurent aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

Le Maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions ci-dessus énumérées, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, notamment issues du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation, et du code de l'environnement, applicables au marché, et à veiller à leur stricte application.

Dans tous les cas, il certifie au Maître de l'Ouvrage la conformité de la réalisation à l'arrêté de permis de construire et aux autres prescriptions applicables, la conformité de ce permis aux règles d'urbanisme en vigueur à la présentation de la demande.

L'exécution de chaque élément de mission est enclenchée par délivrance d'un ordre de service comme décrit au présent CCAP.

1.5. Décomposition – option – variante - tranche

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il n'y a pas d'option (Prestation supplémentaire) prévue.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché est prévu en une seule tranche.

1.6. Enveloppe financière travaux

Le budget alloué pour les travaux est 1 300 000 € Hors taxes.

1.7. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de 30 mois y compris période de GPA.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 13 avril 2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est prévue pour le 30 septembre 2027 (hors GPA).

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat : cette dernière vaut Ordre de Service.

1.8. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

1.9. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché dans le présent CCAP sous le nom « le maître d'œuvre » sont précisées à l'article B de l'acte d'engagement.

Il est rappelé que l'acte d'engagement du marché formalise la contractualisation avec les personnes qui seront en charge de l'exécution des prestations. Leur remplacement, le cas échéant, devra s'effectuer dans les conditions prévues à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE.

1.10. Sous-traitance

Conformément à l'article 37 du décret n°80-217 du 20 mars 1980 et à l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, le titulaire ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance les missions de conception définies à l'alinéa 2 de l'article 3 de ladite loi. Toute sous-traitance partielle des autres prestations doit être **préalablement autorisée** par le maître d'ouvrage, selon la procédure prévue aux articles R. 2192-1 à R. 2192-10 du Code de la commande publique. Le titulaire transmet une demande écrite incluant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- L'identité et les capacités du sous-traitant ;

- Le montant et les conditions de paiement. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un **acte spécial** signé des parties. Le silence du pouvoir adjudicateur pendant **21 jours** à compter de la réception complète des documents vaut acceptation.

1.11. Ordonnancement, Pilotage, et Coordination du Chantier

La mission complémentaire OPC, telle que décrite dans le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, est confiée à la maîtrise d'œuvre sélectionnée pour le présent marché.

1.12. Contrôle technique

Le contrôleur technique **sera désigné ultérieurement.**

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- LP (intègre la mission L) – relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et dissociables
- LE – relative à la solidité des existants
- SH – relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
- SEI – Relative aux établissements recevant du public (ERP)
- SSI – Coordination des systèmes de sécurité
- HAND – relatives à l'accessibilité des personnes handicapées

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour l'exécution afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.13. Sécurité et protection de la santé et des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Le coordonnateur sera associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier il aura accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et sera destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.14. Visite de site virtuelle

Les résidences Bourgonnier et Madeleine peuvent être visitées virtuellement via le lien suivant :

« **[Visitez les logements à Angers - Crous Nantes Pays de la Loire](#)** »

Les candidats sont libres d'aller visiter le site en faisant la demande à l'adresse mail suivante : gladys.burban@crous-nantes.fr

1.15. Dispositions applicables en cas d'intervenants extérieurs

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du marché est l'EURO

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 1.10 du présent CCAP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du **marché n°26PAT03** ayant pour objet pour la réhabilitation intérieure des résidences Bourgonnier et madeleine située à ANGERS. »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.
Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 3.6 du présent CCAP. »

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET FORFAIT DE REMUNERATION

2.1. Pièces particulières

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre elles, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Prestations intellectuelles

- L'acte d'engagement (ATTRI1)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le programme de l'opération
- Les documents et autorisations administratives d'urbanisme
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique
- Les études établies au cours de l'exécution
- Les plans (architecture, structure, fluides)
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux
- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point
- Les pièces graphiques,
- Les comptes-rendus de chantiers,
- Les actes de sous-traitance, le cas échéant,
- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point
- Les diagnostics amiante avant travaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

2.2. Forfait de rémunération

2.2.1. Missions DIAG et APS

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-MOE, le forfait de rémunération pour les missions DIAG et APS fixé à l'acte d'engagement, est **définitif**.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

2.2.2. Missions hors DIAG et APS

Le forfait des missions (hors DIAG et APS) de rémunération du maître d'œuvre, tel que défini à l'acte d'engagement, est **provisoire**. Il est calculé selon le produit du taux de rémunération convenu par le montant de l'enveloppe financière allouée aux travaux par le maître d'ouvrage.

Ce forfait devient **définitif** à l'issue de la mission d'avant-projet définitif (APD), sous réserve de l'acceptation expresse du maître d'ouvrage. À cette étape, un avenant au marché est établi pour acter le coût prévisionnel définitif des travaux, engageant ainsi le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Le forfait de rémunération pour les missions (hors DIAG et APS) est alors recalculé sur la base de ce nouveau montant de travaux, conformément aux dispositions des articles **L. 2432-1**, **L. 2432-2** et **R. 2432-2 à R. 2432-7** du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

ARTICLE 3 : PRIX ET REGLEMENT DE COMPTES

3.1. Contenu des prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et conformément au point 2.2 du présent CCAP.

3.2. Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire à l'attribution ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

3.3. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des sommes dues à la maîtrise d'œuvre par le pouvoir adjudicateur sera effectué dans les conditions suivantes : délai global de paiement : 30 jours.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des nets à payer ...) est l'EURO

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission et par suite du dépôt de la situation mensuelle sur EDIFLEX, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
APS	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
DET	Avant la remise du DGD	90.0
	Après la remise du DGD	10.0
AOR	Avant la levée des réserves	55.0
	Après la levée des réserves	15.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	15.0

Pour la mission EXE : au prorata de l'avancement de la mission.

Pour la mission DIAG : Les prestations feront l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître d'ouvrage.

3.4. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG-PI, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte général.

Le maître d'ouvrage valide le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

3.5. Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

3.6. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

3.7. Application de la TVA

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.8. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.9. Utilisation du service web EDIFLEX

Service GRATUIT pour le titulaire du marché.

La présente annexe 1 au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information **EDIFLEX** mis en œuvre par la société EPICTURE en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations des entreprises titulaires d'un marché pour le CROUS de Nantes Pays de la Loire.

ARTICLE 4 : AVANCE

4.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

ARTICLE 5 : DELAIS DETAILLE D'EXECUTION

5.1. Délais de présentations des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Missions	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
DIAG	Etudes de diagnostic	4 semaines	2
APS	Avant-projet sommaire	3 semaines	2
APD	Avant-projet définitif	5 semaines	2
PRO	Etudes de projet	3 semaines	2
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	2
ACT	ACT : rapport d'analyse	1 semaine	2
ACT DM	ACT : Dossier marché	2 semaines	2
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	2 semaines	2
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	2 semaines	2
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines	2

Les livrables doivent être fournis dans des formats largement disponibles (PDF, Excel, Word).

Pour limiter les impressions, la transmission de ces éléments pourra être faite prioritairement par voie électronique ou clé USB.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

1er élément d'étude : Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification de l'ordre de service

Autres éléments d'études ou parties d'éléments d'études suivants : l'exécution de chaque élément de mission est enclenchée par délivrance d'un ordre de service. L'émission d'un ordre de service pour enclencher l'exécution d'un élément de mission ne vaut en aucun cas réception (au sens des articles 2 et 21 du CCAG-MOE), même tacite, de l'élément de mission précédent. En revanche l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération peut valoir OS de démarrage de la phase suivante si cela est clairement exprimé à l'intérieur du document de compte-rendu de validation.

Elément de mission "ACT - rapport d'analyse des offres" : date d'ouverture des offres

Elément de mission "ACT – Etablissement des dossiers marchés" : date du choix des titulaires après avis de la Commission Consultative des Marchés.

Elément de mission DET et VISA : date de l'OS de démarrage des travaux.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

5.2. Délais ayant trait à l'assistance pour la passation des contrats de travaux

Le maître d'œuvre devra transmettre à la Direction de l'immobilier du CROUS de NANTES, par voie électronique, son rapport d'analyse des offres au moins 15 jours calendaires avant la date de la commission d'appel d'offres. Dans la mesure où une négociation est mise en place, la mise à jour du rapport d'analyse des offres pourra être transmise 7 jours calendaires avant la date de ladite commission.

5.3. Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux

Dès l'ordre de service notifiant le début des travaux aux entreprises, le maître d'œuvre dispose des délais suivants pour la direction de l'exécution des contrats de travaux :

- Approbation du calendrier des travaux : 5 jours,
- Visa de plans et notes de calcul produits par les entreprises : 5 jours,
- Transmission de ces plans et notes de calcul visés au maître d'ouvrage : 2 jours,

- Approbation des échantillons et prototypes : 5 jours,
- Choix parmi les échantillons proposés : 5 jours,
- Diffusion des comptes rendus de chantier : 2 jours,
- Etablissement des pièces modificatives aux contrats de travaux après accord du maître d'ouvrage : 10 jours.

En ce qui concerne la réception des travaux, le maître d'œuvre dispose des délais suivants :

- Avis au maître d'ouvrage sur la date de réception proposée par l'entrepreneur : 3 jours,
- Information au maître d'ouvrage de la date envisageable de réception : 3 jours,
- Etablissement et transmission de la proposition au maître d'ouvrage de la réception de l'ouvrage avec indication des délais de levée des éventuelles réserves : 3 jours

5.4. Délais après réception des travaux

Le maître d'œuvre dispose des délais suivants :

- Transmission du DOE au maître d'ouvrage : 15 jours, après les opérations préalables à la réception, déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises.

5.5. Emission des ordres de service

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier les ordres relatifs :

A la notification de la date de commencement de travaux,

Au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle le cas échéant,

A la notification de prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus,

Entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 15 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,0/3000 du montant du marché.

5.6. Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

5.6.1. Vérification des projets de décomptes mensuels

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur EDIFLEX.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 8 jours à compter de sa mise à disposition sur EDIFLEX par l'entrepreneur.

5.6.2. Vérification du projet de décompte final

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur EDIFLEX.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur EDIFLEX.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via EDIFLEX est fixé à 8 jours à compter de la date de réception du document.

5.7. Instructions des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 15 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

5.8. Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

5.9. Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

La mission du maître d'œuvre s'achève au terme de la garantie de parfait achèvement qui peut être prolongée conformément au CCAG-Travaux.

5.10. Délais d'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Dans le cas où le maître d'ouvrage signale au maître d'œuvre un désordre ou une réclamation pendant la période de parfait achèvement, ce dernier instruit le dossier et se rend sur place si nécessaire dans un délai de 5 jours maximum (sauf instruction différentes données par le maître d'ouvrage) à compter de l'envoi de la réclamation. En cas d'urgence, le maître d'œuvre doit intervenir impérativement dans un délai de 24 heures.

5.11. Déclaration de sous-traitants

Lorsque le titulaire souhaite faire appel à un sous-traitant, il communique au maître d'ouvrage la déclaration de sous-traitance et les pièces et documents complémentaires au maître d'ouvrage dans un délai d'un mois calendaire avant la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant sur le chantier.

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 à jour au jour de la demande) est signée par les deux partenaires avec des signatures originales. Elle est accompagnée des attestations sociales et fiscales ainsi que des documents justifiant de la capacité économique, financière, technique et juridique de son sous-traitant, conformément aux dispositions du règlement de la consultation.

ARTICLE 6 : PENALITES

6.1. Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 16.2 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
DIAG	1,0/300

APS	1,0/300
APD-PC	1,0/300
PRO	1,0/300
DCE	1,0/300
ACT	1,0/300
ACT DM	1,0/300
VISA	1,0/300
DOE	1,0/300

6.2. Pénalités en phase travaux

6.2.1. Pénalités pour non-respect du délai d'établissement de la proposition de réception des travaux

En cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt, sauf disposition différente dans l'acte d'engagement, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire, est fixé à 1/200e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

6.2.2. Pénalités pour l'exécution des missions PRO, ACT, DET, EXE et VISA

Lorsque les livrables définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (tels que par exemple compte rendu, visa, synthèse, visa tableau de suivis des visas, planning avec avancement calendaire, tableau suivis pénalités, tableau suivis des avis du BC et SPS, tableau de suivis financier, tableau de suivis des modifications de plans) ne répondent pas aux exigences du maître d'ouvrage, celui invite le maître d'œuvre à reprendre ces documents par courrier ou par courriel.

A partir de la deuxième demande, pour un même document, le maître d'ouvrage adresse un courrier à la maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre s'expose à une pénalité de 1/3000 par jour du montant du prix de base hors TVA de l'élément de la mission par jour de retard jusqu'à la remise d'un document satisfaisant.

6.2.3. Pénalité pendant la période de garantie de parfait achèvement

Le maître d'œuvre est avisé par lettre recommandée ou par mail par le maître d'ouvrage de tous désordres constatés. En cas de retard dans les délais d'examen fixés à l'article 5.10, une pénalité de 30 € par jour de retard sera appliquée. Après examen, le maître d'œuvre devra remettre un rapport sur ces désordres. En cas de retard dans la remise de ce rapport, une pénalité de 50.00 € par jour de retard sera appliquée.

6.3. Exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, un plafonnement des pénalités de retard sera appliqué au présent marché à hauteur de 15 %.

ARTICLE 7 ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.1.3 CCAG-MOE, l'entreprise a justifié avant la notification du marché et qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 8 RESILIATION

8.1. Dispositions générales

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

8.2. Résiliation pour inexactitude ou non production de documents

- **Inexactitude des documents** : Conformément à l'**article 14 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018**, toute inexactitude dans les documents ou renseignements fournis par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché **sans mise en demeure préalable**, aux frais et risques du titulaire.
 - **Non-production des pièces obligatoires** : En cas de non-production des pièces prévues aux **articles D. 8222-5, D. 8222-7 à D. 8222-8 du Code du travail** ou aux **articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 1263-12 du Code de la commande publique**, le maître d'ouvrage notifiera une **mise en demeure écrite** assortie d'un délai de **30 jours** (sauf indication contraire). À défaut de régularisation dans ce délai, le marché sera résilié **sans indemnité**, et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire.
- Sans mise en demeure, dans le cas de tromperie grave et dûment constatée sur la qualité des matériaux ou sur la qualité d'exécution des travaux.

8.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

8.4. A l'initiative du Maître d'ouvrage

En application de l'article 20 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions, ou au terme de chacune des phases techniques telles que définies à l'article 1.4 du présent CCAP.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché sans indemnité.

ARTICLE 9 DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le CROUS, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

ARTICLE 10 CONFIDENTIALITE ET TRAITEMENT DES DONNEES

10.1. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le Titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Le Titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions des bâtiments, à l'organisation et l'activité du Crous de Nantes Pays de la Loire dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans et schémas des bâtiments et des installations techniques sont propriétés du Crous de Nantes Pays de la Loire et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au Titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, relative aux prestations fournies, doit être transmise au service Achats du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture du marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

10.2. Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Le traitement des données à caractère personnel est décrit en annexe 2 du présent CCAP.

ARTICLE 11 DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent marché prévalent sur celles du C.C.A.G.

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 2.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG- Maîtrise d'œuvre
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG- Maîtrise d'œuvre
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 9.1.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG -Maîtrise d'œuvre

ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

12.1. Règlement amiable des litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les deux parties solliciteront, avant toute saisine du tribunal administratif, l'avis et les recommandations du Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges à Nantes ou au médiateur des entreprises des différends relatif aux marchés publics (DIRECCTE), conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.2. Juridiction compétente

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de NANTES sis à :

6, allée de l'Île Gloriette
44041 NANTES CEDEX, FRANCE.
Téléphone : 02.40.99.46.00 Télécopie : 02.40.99.46.58
Courrier électronique : greffe.ta-nantes@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Il est également possible de recourir au référé pré-contractuel dans un délai de 11 jours jusqu'à la signature du marché.

ANNEXE 1 SERVICE EDIFLEX

La présente annexe au CCAP fixe un cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information **EDIFLEX** mis en œuvre par la société EPICTURE en accord avec le maître d'ouvrage, pour gérer les situations de travaux des entreprises titulaires d'un marché.

1 – OBJECTIFS DU SERVICE EDIFLEX

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- de gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- d'éviter les litiges ou retards :
 - o en sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - o en standardisant la présentation des documents,
 - o en permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- de réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

2 – OBJET DU SERVICE

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

2.1. Le Maître d'Ouvrage

- Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés,
- Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct),
- Il valide les DPGF et/ou BPU des entreprises vérifiées par la Maîtrise d'œuvre ainsi que les situations de travaux (validation valant "attestation de service fait"), après contrôle du Maître d'œuvre.

2.2. Le Maître d'œuvre

- Il vise pour accord les DPGF, les BPU et, chaque mois, les situations de travaux des entreprises, pour les lots dont il a la charge.

2.3. L'Entreprise

- Elle consulte les conditions financières de son marché puis enregistre sur écran la DPGF ou le BPU correspondant à son corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour le marché initial et les éventuels travaux modificatifs,
- Elle présente ses situations par saisie de ses avancements de travaux et des montants à payer à ses sous-traitants,
- Si nécessaire, elle signe les documents papier « Attestation de Paiement Directs » concernant les sous-traitants.

2.4. Dates de saisies des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés,
- Mise au point des DPGF/BPU de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF/BPU dans les 25 jours suivant la notification du marché,
- Situations de travaux :
 - o L'entreprise les présente sur EDIFLEX,
 - o La Maîtrise d'Œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+8,
 - o Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+30.

2.5. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Chaque intervenant veillera à mettre à jour son adresse « mail » sur sa « fiche abonné » afin de recevoir les messages d'alerte émis par le serveur EDIFLEX.

Les situations de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement, telle est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (DGD), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés dans leur comptabilité selon les exigences légales.

2.6. Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à partir de la date de notification des marchés ; les abonnés seront alors convoqués à une séance de formation au service EDIFLEX.

Les codes d'accès et mot de passe seront remis aux participants lors de la séance de formation. **Toutefois, en cas d'impossibilité d'assister à la formation, le code d'accès pourra être obtenu en contactant la hotline au 01 44 41 02 24**

La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

Dès que l'entreprise aura envoyé son projet de décompte final sur le service EDIFLEX et que celui-ci aura été accepté par le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Dès que le Maître d'œuvre aura vérifié le dernier projet de décompte final de la dernière entreprise sur le service EDIFLEX, le Maître d'ouvrage pourra lui fermer l'accès au service.

Pour le Maître d'ouvrage, l'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsqu'il aura validé et édité les DGD (Décomptes généraux définitifs) et qu'il aura récupéré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX. Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage au prestataire.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

2.7. Rôle de la société EPICTURE

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises,
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00).

La société **EPICTURE** garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables du lundi au vendredi, (hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société **EPICTURE** s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

3 – TERMINAL D'ACCES AU SERVICE

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et messagerie électronique.

4 – CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

4.1. Authentification de l'abonné

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

4.2. Emission d'information

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

4.3. Réception d'information

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent accusé de réception pour l'intervenant suivant.

4.4. Edition d'information sur support papier

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

4.5. Convention sur la preuve

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article 109 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service **EDIFLEX** de la société **EPICTURE** font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société **EPICTURE** ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société **EPICTURE**.

5 – FACTURATION DU SERVICE EDIFLEX

Le coût du service est pris en charge par le Maître d'Ouvrage. L'abonnement au service comprend :

- l'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- la participation à une séance de formation (1/2 journée en début d'intervention),
- la mise à disposition des manuels-utilisateurs, code d'accès et mot de passe,
- l'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- l'archivage des informations sur le serveur durant le chantier,

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- frais de télécommunications lors de la connexion au serveur.